

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

P

INSTRUCTION GÉNÉRALE

SÉRIE SERVICES FINANCIERS-GARES N° 17

Paris, le 24 avril 1940.

Col.

Nm
48

SERVICE DES PENSIONS DE RETRAITES

Le présent tirage annule celui du 25 juin 1939

CHAPITRE PREMIER

Mode et lieu de paiement des arrérages
de pension de retraite

Le paiement des pensions est effectué trimestriellement (1) et en principe les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année.

Exceptionnellement,

- à l'échéance du 1^{er} janvier, les arrérages sont versés à partir du dernier jour ouvrable de décembre,
- les arrérages à verser aux autres échéances de l'année sont payés à partir du dernier jour ouvrable du trimestre qui précède ces échéances, chaque fois que les deux premiers jours du trimestre suivant sont fériés.

Les arrérages des pensions sont payables :

A la Caisse Générale, 88, rue Saint-Lazare à Paris (9°);

A la Caisse de Paris-Nord, 18, rue de Dunkerque à Paris (10°);

A la Caisse de Strasbourg, 3, boulevard du Président-Wilson;

Dans certains bureaux de Ville de Paris et de Province (2);

Dans toutes les gares de la Société Nationale des Chemins de fer français et du Réseau Nord-Belge;

Dans les Gares de certaines Compagnies de Chemins de fer Secondaires ayant accepté d'assurer le règlement des pensions de la S.N.C.F. (2);

(1) Les pensions d'ayants droit du régime des Fonctionnaires de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine continueront cependant à être payées mensuellement, toutes les autres conditions fixées par la présente Instruction leur étant par ailleurs, également applicables.

(2) Le retraité qui désire utiliser l'un de ces modes de paiements doit se renseigner, au préalable, auprès du Service des Retraites.

NOTA. — Cette Instruction ne concerne pas les retraités du régime de la Caisse des pensions (Section A et B) de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine, ni les retraités du Réseau « Guillaume Luxembourg ».

RECOMMANDATION IMPORTANTE
Sur toute correspondance adressée à M. le Chef du Service des Retraites de la S. N. C. F., 11, rue de Château-Landon, à Paris (10°), provisoirement pendant la durée des hostilités : Grand Hôtel à HOULGATE (Calvados), il est instamment recommandé de mentionner très lisiblement : nom et prénoms, dernières fonctions et Réseau ou Région au moment de la cessation des fonctions, numéro et lieu de paiement de la pension, adresse actuelle très précise.

429 LM 3/12

Par les Chemins de fer Algériens d'Intérêt Général et par la Compagnie des Chemins de fer du Maroc :

Par la Poste, par mandat-carte ou par virement à un compte chèque postal expédié par la Caisse Générale de la Société, ou, en Belgique, par la Caisse des lignes du Nord-Belge à LIÈGE. Les frais de poste sont à la charge du titulaire.

Par chèque barré ou virement bancaire.

Tout nouveau titulaire doit faire connaître avec précision au Service des Retraites, lors de la liquidation de sa pension, son adresse ainsi que le mode et le lieu de paiement choisis par lui.

En cas de changement soit d'adresse, soit de mode ou de lieu de paiement, le pensionnaire doit en aviser le Service des Retraites, **un mois au moins** avant l'échéance du trimestre. (Voir page 7, modèle de formule à utiliser). Faute d'observer ce délai, il s'expose à un retard dans le paiement de ses arrérages. Il doit préciser si le changement de lieu ou de mode de paiement vise un seul ou plusieurs trimestres.

CHAPITRE II

Conditions de paiement — Pièces à produire

Article 1^{er}. — **Paiement par la Caisse Générale, par un bureau de Ville ou par une gare.**

Le pensionnaire qui encaisse lui-même ses arrérages au guichet, doit présenter à l'agent-payeur :

- 1° — l'avis de liquidation de pension;
- 2° — une des pièces d'identité suivantes avec **photographie** : carnet de permis, carte du Service des Retraites du Nord (1), carnet à coupons de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, carnet de pension du Trésor, carte d'identité délivrée par la Préfecture, ou carte réglementaire de combattant. A défaut des pièces ci-dessus, l'agent-payeur a la faculté d'accepter toute autre pièce d'identité qu'il juge suffisante; il peut aussi, chaque fois qu'il le croit nécessaire, exiger la production d'un certificat de vie (2) et plus spécialement dans le cas où le pensionnaire ne peut, ou ne sait signer, et que la somme à régler excède 500 francs. L'agent-payeur, qui accepte une autre pièce d'identité que celles qui sont définies aux 1^{er} et 2^o ci-dessus, le fait sous sa propre responsabilité.

La veuve remariée ou la femme divorcée remariée doit se conformer aux prescriptions de l'article 8 ci-après. « Changement d'état-civil. — Formalités à remplir en cas de remariage. »

(1) Cette carte est supprimée pour les nouveaux retraités, mais elle reste valable pour tous ceux qui en sont pourvus. (Ces derniers sont dispensés de la production de pièces de liquidation.)
(2) Le certificat de vie est délivré, soit par le notaire de résidence du pensionnaire, soit par un notaire, un modèle imprimé à titre d'indication est annexé à la page 8 de la présente instruction. La S.N.C.F. accepte également le certificat de vie de deux conjoints ou de plusieurs ayant droit d'un même pensionnaire, pourvu qu'il soit signé par le titulaire de la pension, ou par le conjoint ou le plus âgé des pensionnaires apose une croix à l'appui de laquelle il mentionne devant le notaire donnant leur signature. Il doit être daté, au plus tôt, de la veille de l'échéance.

Les arrérages dus à des enfants mineurs sont payables au tuteur sur justification de son identité et sur production d'un certificat de vie individuel ou collectif des enfants.

Ce certificat de vie ne sera pas exigé lorsque le tuteur se présentera accompagné des enfants mineurs et qu'il pourra justifier de l'identité de ces derniers.

Pouvoir conféré à un mandataire. — Tout pensionnaire a la faculté de constituer, soit par une procuration notariée, soit par un pouvoir sous seing privé, un mandataire à l'effet de recevoir ses arrérages et d'en donner quittance.

Le pouvoir sous seing privé doit être établi sur timbre et comporter légalisation de signature (voir page 8 modèle de pouvoir sous seing privé).

Le mandataire doit présenter au moment du paiement l'avis de liquidation de pension du titulaire et produire un certificat de vie de ce dernier daté, au plus tôt, de la veille de l'échéance (1).

Toutefois ce certificat n'est exigé qu'une fois l'an (à l'échéance du 1^{er} janvier) lorsque le mandataire est un agent de la S.N.C.F. qui touche pour le compte d'un parent.

Il n'y a pas lieu, toutefois, de produire ce certificat si le pouvoir porte une date postérieure à celle de l'échéance du trimestre.

Le pouvoir donné à un mandataire ne peut priver le retraité de la faculté d'encaisser lui-même ses arrérages; il peut d'ailleurs toujours être révoqué par le pensionnaire par simple lettre adressée au Service des Retraites.

Article 2. — Paiement par l'intermédiaire de l'Administration des Postes.

Sur demande spéciale adressée au Service des Retraites, la pension peut être payée par la Poste. Sont seuls autorisés, en principe, à demander ce mode de paiement les pensionnaires qui n'habitent pas à proximité d'une caisse ou d'une gare assurant le service des pensions, ou qui, en raison de leur état de santé, ne peuvent se déplacer.

Le paiement par la Poste a lieu dans les conditions suivantes :

France, Algérie et colonies françaises, protectorats et Pays sous mandat français.
Pour le pensionnaire résidant en France, en Algérie, dans une colonie française, protectorat et Pays sous mandat français, le paiement est effectué par **mandat-carte postal** à domicile.

Le pensionnaire, payé à domicile est tenu de fournir une fois par an, à l'échéance du **1^{er} janvier**, un certificat de vie daté, au plus tôt, du **1^{er} décembre précédent**. Cette pièce doit être adressée, en rappelant le N° de la pension et le Réseau ou la Région d'origine, au Service des Retraites, du 1^{er} au 10 décembre de chaque année. Tout retard dans son envoi aurait pour conséquence de retarder le paiement du trimestre.

Le pensionnaire peut aussi recevoir sa pension par virement à un compte courant postal; dans ce cas il doit, lors de sa demande, faire connaître au Service des Retraites, très exactement, le libellé de son compte et fournir, **chaque trimestre**, son certificat de vie daté au plus tôt de la veille de l'échéance; le règlement n'est effectué qu'après réception de cette pièce.

Etranger. — Pour le pensionnaire résidant à l'étranger, les paiements ont lieu soit par mandats-poste, soit par mandats-cartes internationaux en francs français. Les frais

(1) Pour les pensions payables mensuellement (ayants droit d'agents de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine, bénéficiaires d'une pension du régime des Fonctionnaires de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine) le certificat de vie du pensionnaire ne sera exigé qu'aux dates d'échéances civiles : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre.

de change, s'il y a lieu, sont donc à la charge du pensionnaire. Pour recevoir ses arrérages il doit, d'une façon générale, adresser **chaque trimestre** au Service des Retraites son certificat de vie daté, au plus tôt, de la veille de l'échéance ⁽¹⁾. Le règlement a lieu dès réception de ce certificat.

Cependant le pensionnaire qui demande à toucher en Belgique par chèque postal est dispensé de la production du certificat de vie, à condition toutefois que soit utilisé exclusivement le chèque postal spécial portant la mention « à payer en main propre ».

Article 3. — Paiement par chèque barré ou par virement bancaire.

L'intéressé doit dans ce cas indiquer très exactement le N° de son compte et l'Établissement où il est ouvert. Le règlement n'est fait qu'après réception à chaque trimestre, d'un certificat de vie du pensionnaire, daté au plus tôt, de la veille de l'échéance.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales

Article 4. — Perte de l'avis de liquidation de pension.

En cas de perte, l'avis de liquidation de pension est remplacé sur la production d'une déclaration sur timbre faite devant le Maire de la résidence du pensionnaire en présence de deux témoins (voir, page 7, modèle de déclaration de perte de l'avis de liquidation de pension).

Article 5. — Avance sur arrérages de pension.

La Caisse de Retraites ne consent pas d'avance sur les arrérages de pension non échus.

Article 6. — Oppositions et Censons.

Par application de l'article 65 de la loi du 17 avril 1906, modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938 et de la loi du 4 août 1930, les pensions sont cessibles et saisissables, au delà de 2.400 francs par an, à concurrence de :

- 1/10^e sur la tranche comprise entre 2.400 et 15.000 f.
 - 1/5^e sur la tranche comprise entre 15.000 et 25.000 f.
 - 1/4 sur la tranche comprise entre 25.000 et 40.000 f.
 - 1/3 sur la tranche comprise entre 40.000 et 50.000 f.
- sans limitation sur la tranche dépassant 50.000 f.

Article 7. — Justifications exigées pour le paiement des allocations pour charges de famille.

Le pensionnaire (agent ou veuve), bénéficiant de l'allocation pour charges de famille, pour enfants âgés de moins de 18 ans doit, à l'échéance du **1^{er} juillet de chaque année**, produire un certificat de vie établi par le Maire, au nom de chacun de ses enfants ou un certificat de vie collectif daté, au plus tôt, du 10 juin précédent. La veuve (ou la

⁽¹⁾ Les conditions de législation de cette pièce varient selon le pays habité, les formalités à remplir seront indiquées par lettre dans chaque cas particulier.

femme divorcée) doit faire attester sur le dit certificat qu'elle n'a pas contracté de nouveau mariage. Ce certificat de vie doit être remis au payeur ou être adressé au Service des Retraites, suivant le mode de paiement adopté.

Le pensionnaire doit également signaler sans retard au Service des Retraites les modifications survenant dans sa situation de famille (enfant décédé — adresser un extrait de l'acte de décès —, enfant dont la garde ou la charge n'est plus assurée par le pensionnaire, etc.).

Toute somme reçue indûment à ce titre devra être reversée.

Article 8. — Changement d'état civil. — Formalités à remplir en cas de remariage.

Le Service des Retraites doit être avisé par le pensionnaire lorsque celui-ci divorce ou lorsque son conjoint vient à décéder.

Toute veuve ou femme divorcée titulaire d'une pension de retraite ou d'une pension de réversion conserve ses droits à pension lorsqu'elle se remarie ⁽¹⁾; mais elle doit aviser de ce remariage le Service des Retraites et lui adresser un extrait de l'acte de son nouveau mariage, ainsi que l'avis de liquidation de sa pension, pour permettre la rectification de l'état civil de la pensionnaire et fixer éventuellement les conditions dans lesquelles sa pension lui sera payée.

Paiement de la pension de réversion de la femme (veuve ou divorcée) qui se remarie.

S'il n'a pas été fait de contrat de mariage ou bien si ce contrat a été établi sous le régime de la communauté légale ou de la communauté réduite aux acquêts, le paiement des arrérages de la pension ne pourra être effectué que **sur le double acquit de la femme titulaire de la pension de réversion et de son mari**, à moins que celui-ci l'autorise par une déclaration établie sur papier timbré, à toucher lesdits arrérages sur sa seule quittance (voir à la page 7 le modèle de l'autorisation maritale à adresser au Service des Retraites). Si un autre régime matrimonial a été adopté et notamment celui de la séparation des biens, la pensionnaire, en vertu de la loi du 18 février 1938, pourra recevoir ses arrérages sur sa seule quittance, mais, dans ce cas, l'intéressée devra communiquer au Service des Retraites son contrat de mariage.

Par ailleurs, l'attention des veuves et femmes divorcées, titulaires d'une pension de réversion liquidée conjointement avec une pension attribuée au profit de leurs enfants âgés de moins de 18 ans, est appelée particulièrement sur ce que la mère tutrice qui se remarie perd de plein droit la tutelle de ses enfants mineurs; elle doit, dans ce cas, convoquer avant son nouveau mariage un conseil de famille qui décidera si la tutelle de ses enfants, doit lui être maintenue ou non ⁽²⁾. Tant que le tuteur n'aura pas été désigné, le paiement des arrérages de la part de pension attribuée aux enfants est suspendu d'office.

Article 9. — Pièces à fournir sur papier timbré.

Toutes les pièces d'état civil ou autres, que pourront être appelés à produire les titulaires de pensions à servir par la Société Nationale des Chemins de fer Français, devront être établies sur timbre.

Pour tout pensionnaire titulaire à la fois d'une pension de retraite et d'une pension

⁽¹⁾ Cette disposition ne s'applique pas aux pensions d'agents droit au régime des Fonctionnaires de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine, lesquelles s'éteignent de droit en cas de remariage.

⁽²⁾ En ce qui concerne les veuves et femmes divorcées domiciliées sur le territoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la désignation du tuteur est faite par le Tribunal cantonal.

pour accident liquidée en application des lois sur les accidents du travail, la S.N.C.F. se contentera des justifications d'existence requises pour la pension accident, c'est-à-dire, le cas échéant, du certificat de vie sur papier libre.

Article 10. — Décès. — Réversion des pensions. — Renseignements divers.
Pour les formalités à remplir en cas de décès et pour les renseignements de toute nature concernant, soit le règlement des successions, soit les réversibilités de pensions, il y a lieu de s'adresser directement au Service des Retraites en rappelant le numéro de la pension et le Réseau ou la Région d'origine et en joignant un extrait de l'acte de décès.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Article 11. — Paiement des arrérages de pensions pour accidents.

Les dispositions de la présente Instruction sont applicables d'une façon générale aux pensions pour accidents et notamment pour ce qui concerne les dates d'échéances des arrérages. Toutefois, le paiement peut avoir lieu à toute autre date qui aurait été fixée par l'acte de constitution de la pension.

Par ailleurs, toutes pièces à produire par les titulaires de pensions de cette nature sont, conformément à l'article 29 de la loi du 9 avril 1898, dispensés du droit de timbre et d'enregistrement.

Enfin, en cas de remariage, les veuves doivent, comme il est indiqué ci-dessus pour les pensions de retraite, en aviser sans délai le Service des Retraites. La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail prévoit en effet que, la pension est remplacée par une somme égale au montant de trois annuités.

De même, il convient de signaler toute modification survenant dans l'existence des enfants mineurs lorsqu'ils sont eux-mêmes titulaires d'une pension ou part de pension pour accident.

Article 12. — Opérations avec la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse.

Les pensionnaires dont une partie de la pension est constituée à la C. N. R. V. et qui désirent faire une opération touchant cette partie de pension (ajournement des rentes, aliénation des capitaux, etc...) doivent s'adresser soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, 56, rue de Lille à Paris, soit à la recette particulière des Finances, soit à la perception des Contributions directes de leur domicile ou, sur présentation de leur livret de ladite Caisse de Vieillesse, on leur donnera tous renseignements utiles à ce sujet.

Article 13. — Facilités de circulation. — Demandes de fournitures aux Economats.

Il est rappelé aux retraités que les questions relatives aux facilités de circulation et aux fournitures d'économats n'entrent pas dans les attributions du Service des Retraites. Pour éviter tout retard dans l'examen de leurs demandes, les intéressés doivent s'adresser soit à leur ancien Service, soit à la Région pour laquelle ils ont opté pour ce qui concerne les facilités de circulation.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

Modèle de formule à utiliser dans le cas de changement de résidence ou de lieu de paiement (à transcrire sur une feuille de papier libre)

Je soussigné (1) titulaire de la pension N°
(Région) payée précédemment par la gare d
déclare fixer ma résidence à partir du 1^{er} 194. rue
N° à département et demandé à
toucher les arrérages de ma pension à partir du 1^{er} 194. (2)
.....
par la gare d jusqu'à nouvel avis de ma part.
....., le 194.
(Signature)

(1) Nom et prénoms.
(2) Dans le cas où le changement ne doit avoir lieu que pour une seule échéance ajouter : « et pour cette échéance seulement ».

Modèle d'autorisation maritale sous seing privé (à transcrire sur une feuille de papier timbré)

Je soussigné (1) demeurant à
rue N° autorise par la présente, ma femme (1)
....., veuve en premières noces de (2) à toucher et
recevoir les termes échus et à échoir de la pension de retraite qui lui est servie par la
Société Nationale des Chemins de fer Français, sous le N° (Région)
du chef de son premier mari.

Fait à le 194.

Bon pour autorisation maritale (de la main du mari).

Signature du mari

(1) Nom et prénoms.

(2) Nom et prénoms du premier mari.

Vu pour légalisation de la signature de M.

Modèle de déclaration de perte de l'Avis de liquidation de pension de Retraite (à transcrire sur une feuille de papier timbré)

Par devant nous, Maire d s'est présenté M
demeurant à lequel nous a déclaré qu'ayant égaré l'avis de liqui-
dation de pension de retraite viagère de la Société Nationale des Chemins de Fer
Français portant le N° (Région), il demande à cette Société de lui
en délivrer un duplicata et s'engage à lui rapporter cette pièce dans le cas où il retrou-
verait l'original; il s'engage, en outre, à garantir la Société de toutes les conséquences
possibles résultant de l'existence simultanée de ces deux pièces.

La présente déclaration a été reçue en présence de

1^{er} M. 2^o M.
lesquels ont attesté connaître parfaitement le déclarant et savoir qu'il est bien titulaire
de la pension ci-dessus mentionnée.

En foi de quoi nous avons signé la présente déclaration avec le déclarant et les té-
moins.

A le
Le Maire,

Modèle de Certificat de Vie

(à transcrire sur une feuille de papier timbré)

Nous, maire d, canton d, département
....., certifions que M. (1), né le à
département d, domicilié en cette commune, rue
s'est présenté aujourd'hui en cette mairie et nous a requis de constater son existence.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat pour servir et valoir ce
que de droit en présence de MM., tous deux domiciliés en cette
commune, témoins qui nous ont attesté l'individualité de M.,
requérant.

Et après lecture, nous avons signé avec M. (2), titulaire du
présent et les témoins.

Signature du pensionnaire :

(Pension N° Région.....).

Fait en mairie, le 19 ..

Le Maire,

(1) Nom et prénoms.

(2) Lorsque le titulaire ne pourra signer, cette mention sera modifiée comme suit : « Et après lecture nous
avons signé avec les témoins, le requérant ayant déclaré ne savoir signer ou ne pouvoir signer pour cause de
maladie. »

Modèle de Pouvoir sous seing privé

(à transcrire sur une feuille de papier timbré)

Je soussigné (nom et prénoms), pensionnaire de la Société
Nationale des Chemins de Fer français, demeurant à, donne pouvoir
à M. (1) demeurant à, de recevoir et de donner quit-
tance pour moi (2) { — le trimestre payable le } de ma pension de re-
traite servie par la Société Nationale des Chemins de Fer français et liquidée sous
le n° (Région.....).

A, le 19 ..

Vu par nous, maire d, pour légalisation de la signature de
M. apposée ci-dessus en notre présence.

Fait à, le 19 ..

Le Maire,

Cette procuration doit être écrite de la main du mandant et signée par lui. Dans le
cas où le mandant y apposerait seulement sa signature, il devra la faire précéder des
mots « Bon pour pouvoir » écrits de sa main.

(1) Lorsque le mandataire est agent de la S.N.C.F. et parent du pensionnaire, l'emploi occupé par le
mandataire doit être clairement indiqué sur le Pouvoir.

(2) Ne transcrire que la mention qui est utilisée.

Si le pensionnaire ne peut ou ne sait signer, le Pouvoir doit être fait par acte notarié et rédigé en ter-
mes généraux s'appliquant à tous trimestres échus ou à échoir. Dans ce cas, et pour les trimestres à échoir
ultérieurement, le certificat de vie sera exigible.

NOTA. — Lorsqu'il est fait usage du Pouvoir pour la première fois, ou pour un seul paiement, il n'y a pas
lieu de produire un certificat de vie si le Pouvoir porte une date postérieure à celle de l'échéance
du trimestre.